

## La situation en URSS aujourd'hui après la catastrophe de Tchernobyl. Nouvelles évacuations en Ukraine et en Biélorussie.

Nous examinerons ici la vie quotidienne de centaines de milliers d'habitants des zones contaminées en URSS après Tchernobyl, pas seulement en Ukraine où a explosé le réacteur mais également en Biélorussie où les problèmes sont actuellement très graves puisqu'ils nécessitent l'évacuation de dizaines de milliers d'habitants. Quant à la région également très contaminée de Briansk dans la Fédération russe nous ne pourrions pas fournir d'informations car rien ne filtre dans la presse soviétique à son sujet.

C'est en février 1989 que l'Agence France Presse diffuse des nouvelles alarmantes concernant certains districts d'Ukraine. Les informations proviennent du journal "les Nouvelles de Moscou". Au même moment paraît dans la Pravda une interview se voulant rassurante du Président du conseil de Biélorussie. En juin on apprend que 12 villages ukrainiens doivent être évacués. Quant à la Biélorussie des localités doivent également être évacuées mais alors que le programme initial concernait 11600 personnes on apprend par l'Agence Tass fin juillet qu'il est question d'évacuer 106000 personnes. A Minsk, capitale de la Biélorussie des dizaines de milliers de manifestants réclament fin septembre d'être évacués rapidement. Il y a eu des arrestations. Fin octobre le programme de liquidation des conséquences de Tchernobyl élaboré par le parlement biélorusse pour les années 1990-1995 comporte désormais l'évacuation de 118000 personnes.

On peut se poser les questions suivantes: les critères qui sont à la base de la décision d'évacuation ou du maintien sur place assurent-ils une protection sanitaire de la population? 118000 personnes est-ce suffisant?

Nous verrons que le Pr Pellerin, Directeur du Service Central de Protection contre les Rayonnements Ionisants (SCPRI) a donné son appui aux autorités du pouvoir central dans leur définition du critère de "résidence sans danger" et qu'ainsi à cause de lui des milliers d'enfants continueront à vivre dans des régions contaminées.

A partir des informations parfois contradictoires parues dans la presse moscovite, biélorusse et ukrainienne émerge une image assez cohérente de la situation dans les régions contaminées dont la presse française a peu parlé. Nous complétons ici le dossier publié dans la Gazette Nucléaire n°96/97 consacré à "Tchernobyl trois ans après".

### QUE DISAIENT DONC LES NOUVELLES DE MOSCOU DU 19 FEVRIER 1989?

En Ukraine: dans la région de Jitomir il y a des points chauds distants de 50 à 90 km. de Tchernobyl (donc bien en dehors de la zone d'évacuation des 30 km de 1986). La contamination du sol dépasse 80 curies au km<sup>2</sup> (3 millions de Becquerels par m<sup>2</sup>). Dans un kolkhoze du district de Naroditchi le débit de dose

est 148 fois celui de Kiev.

Dans ces régions très contaminées les paysans continuent à travailler la terre. Les autorités leur recommandent d'utiliser des tracteurs à cabine étanche! Mais ces tracteurs coûtent environ 1400 roubles et sont trop chers pour eux (ils sont d'ailleurs produits en nombre insuffisant).

En travaillant la terre les poussières radioactives se répandent partout. Elles sont dispersées au loin par le bétail, les moyens de transport. Les paysans réclament qu'on asphalté les routes, les aires de travail agricole; qu'on leur installe des conduites de gaz pour le chauffage au lieu de leur recommander de "laver" les bûches et la tourbe avant de les brûler car cendres et fumées redispersent la radioactivité.

La nourriture produite localement est contaminée. Le gouvernement octroie 1 rouble par jour et par personne (environ 10 francs) pour acheter des aliments "propres", non contaminés. Ce n'est pas une solution car il n'y a pas assez de nourriture "propre" et nombreux sont ceux qui continuent à boire le lait de leur vache et à consommer les produits des jardins. Ceci explique que la charge incorporée en césium 137 soit très élevée parmi la population.\*

Dans ce reportage on apprend d'après le témoignage d'un vétérinaire qu'il y a des veaux et des porcelets présentant des malformations à la naissance, des monstruosité jamais vues auparavant. Pour les autorités officielles ce n'est pas dû à la radioactivité (on invoque les nitrates, le manque d'oligoéléments du sol..)

#### -LA SITUATION SANITAIRE DE LA POPULATION

Plus de la moitié des enfants du district de Naroditchi souffrent d'affections thyroïdiennes dont certaines sont graves. Le nombre de cancers des lèvres et de la bouche aurait doublé. D'une façon générale il y aurait plus de difficultés à se remettre des opérations, plus de maladies chroniques ce qui témoigne d'une baisse des défenses immunitaires.

Les responsables ukrainiens de la santé publique affirment qu'au delà de la zone évacuée des 30 km il n'y a aucun danger pour la santé, mais les femmes ont dit au journaliste: "si tout va bien pourquoi nous déconseille-t-on d'avoir des enfants?"

Dans l'édition française des Nouvelles de Moscou du 28 mai sont cités d'autres témoignages après le tollé général soulevé par ce premier reportage. Ce passage par exemple: "...ces derniers temps la santé de nos enfants s'est détériorée. Ils ressentent de la faiblesse, des malaises, des maux de tête. Leur vue baisse. On note des cas d'évanouissement. Les fractures sont devenues plus fréquentes" ou encore: "la nourriture dite propre non contaminée manque dans les magasins. Alors nous les nourrissons avec des produits de notre potager, sachant bien qu'il ne faut pas le faire..."

On a appris après la parution de ces articles que des villages allaient

être évacués, concernant 3000 personnes. Et les Nouvelles de Moscou du 28 mai posaient la question: on évacue... "parce qu'il n'existe aucun danger?"

Le 29 juin, toujours dans les Nouvelles de Moscou, les médecins de Naroditchi témoignent que:

- faute de soins à base d'iode stable la dose à la thyroïde de certains enfants aurait atteint 500 rad.

- les cas de cataracte seraient devenus plus fréquents
- le système immunitaire de certains enfants serait déficient.

Cette détérioration de la santé est aussi attestée par D. Marples dans "Report on the USSR" du 9 juin.

Depuis la parution de ces articles, des villages du district de Naroditchi ont été effectivement évacués.

D'ailleurs les autorités ne peuvent nier que tout le nord de l'Ukraine est contaminé. La carte concernant les restrictions de ramassage des produits des forêts (champignons, baies sauvages, plantes médicinales etc..) a été publiée à deux reprises dans la Pravda d'Ukraine des 5 et 15 juillet 1989. Il aura fallu plus de 3 ans pour que les habitants soient prévenus! (les produits des forêts représentent un revenu important pour les kolkhoziens)

Outre la zone interdite initiale des 30 km, trois zones sont définies selon la contamination en Césium 137:

- une zone sans interdiction de ramassage
  - une zone où la cueillette est interdite, bordant la zone des 30 km. Elle fait environ 180 km de long sur 40 km de haut. Le village de Naroditchi est dans cette zone.
  - une zone où la cueillette est autorisée mais où on doit faire contrôler la radioactivité des produits récoltés. (La norme est pour les champignons *et fruits frais* de 1850 Becquerels par kilo et de 11100 bq/kg pour les champignons *et fruits secs*)
- Ce territoire couvre tout le nord de l'Ukraine sur plus de 600 km d'est en ouest et atteint en certains endroits plus de 50 km de haut. Deux taches de contamination sont localisées au sud de Kiev.

Dans "Report on the USSR", D. Marples cite le journal ukrainien Radyans'kaya Ukraina du 7 mars 1989 selon lequel 84000 Ukrainiens vivent dans des zones dites "contrôlées" dont 47000 dans des zones sous contrôle permanent, là où la contamination du sol dépasse 15 curies au km<sup>2</sup> (D. Marples, "La polémique s'amplifie sur les effets des radiations après le désastre de Tchernobyl")

$$[15 \text{ Ci} / \text{km}^2 = 555000 \text{ Becquerels} / \text{m}^2]$$

(voir la carte de limitation de cueillette en Ukraine)



A propos de la charge en césium radioactif les habitants réclament un allongement de leurs congés, car en restant éloignés des zones contaminées pendant quelque temps la charge en césium radioactif diminue (Remarquons que ceci est bien justifié puisque la période biologique du césium étant de l'ordre de 100 jours, être déplacé pendant 100 jours dans une zone "propre" avec de la nourriture "propre" non contaminée, diminue de moitié la charge corporelle en césium radioactif)

QUE SE PASSE -T-IL EN BIELORUSSIE?

La situation est suffisamment tendue pour que les autorités biélorusses aient été amenées à tenir une réunion publique à Minsk le 2 février 1989 en présence des autorités politiques locales des villes de Gomel, Moghilev etc...mais aussi de celles de la République et des responsables de la santé, de l'agriculture, de la radioprotection etc.. Les échanges entre la salle et la tribune ont été assez vifs, du genre: "Comment peut-on faire du pain "propre" avec du blé "sale"? "

"On nous dit que nous n'avons rien à craindre pour notre santé. Pourquoi dans ce cas le personnel médical qui connaît les dangers liés aux radiations a-t-il quitté le district? (Il s'agit du district de Braguine)

Le Dr Bouriak, responsable de la santé au niveau de la république a indiqué que plus de 520000 habitants de la république de Biélorussie ont subi la contamination à divers degrés. On ne voit pas pourquoi il aurait exagéré ce chiffre, bien au contraire. Les cartes de contamination ont été rendues publiques lors de cette réunion et publiées dans le journal "Biélorussie soviétique" du 9 février 1989.

En dehors des territoires évacués en 1986 on distingue actuellement deux sortes de zones sous "contrôle" selon le niveau de contamination en césium 137.

-les zones de contrôle permanent, où les sols sont contaminés à plus de 15 curies au km<sup>2</sup>. Dans ces zones où vivent 103000 personnes la nourriture locale est impropre à la consommation et les habitants touchent 1 rouble par jour et par personne pour l'achat de nourriture "propre". Mais la nourriture "propre" manque dans les magasins. 67500 personnes reçoivent en outre un complément de salaire de 25%. Les habitants de ces zones sont sous surveillance médicale.

-les zones sous contrôle "périodique" où vivent 206600 personnes. La nourriture est soumise à un contrôle périodique. Il est dit que dans ces zones est organisée également l'observation permanente de la santé.

La contamination du sol est de 5 à 15 curies au km<sup>2</sup>.

Les zones de contrôle permanent sont enclavées dans les zones de contrôle périodique.

Les deux taches de contamination les plus importantes sont situées dans les régions administratives de Gomel et de Moghilev. La première est proche de la frontière ukrainienne (et de Tchernobyl). La deuxième tache, loin de Tchernobyl, se prolonge en Russie vers Briansk. Actuellement c'est à plus de 250 km de Tchernobyl que se trouvent les régions les plus contaminées.

Ainsi les 2 villages de Tchoudyani et Malinovka présentent une activité surfacique en césium 137 de 140 curies au km<sup>2</sup>. Ils sont à 300 km de Tchernobyl!

On n'a aucune indication sur les niveaux de contamination en strontium 90 et en plutonium.

Le 19 février paraît dans la Pravda l'interview de M. Kovalev, Président du conseil des ministres. Il reconnaît que 20% des terres exploitées de Biélorussie

sont contaminées. Il insiste sur tous les travaux qui ont été effectués dans les régions sinistrées: "... Dans les régions de Gomel et de Moghilev polluées par la radioactivité on a décontaminé 432 lieux d'habitation, on a reconstruit 214 fermes d'élevage... on a détruit plus de 4500 constructions, on a remplacé 600000 m<sup>2</sup> de toiture, on a aménagé les routes, construit des points d'eau etc..." On contrôle la santé des habitants des zones sous contrôle ...

Il n'y a pas de problèmes de santé. Tout va bien. Néanmoins à la question du journaliste: "Je vois que beaucoup de choses ont été faites; malgré tout en tant que Président du gouvernement quels sont vos soucis?" M. Kovalev reconnaît alors "qu'on n'a pas réussi à remettre le djinn radioactif dans sa bouteille.. qu'on n'a pas réussi à décontaminer suffisamment. On manque de produits chimiques pour neutraliser la contamination du sol.. On manque de tracteurs à cabine étanche. La contamination s'étend à cause des travaux agricoles sur les champs contaminés, à cause de l'utilisation de la tourbe et du bois contaminé pour le chauffage.. Qu'il aimerait être libéré de la nécessité de fournir du blé etc..."

Il confirme ainsi les informations des Nouvelles de Moscou. Auparavant il avait indiqué qu'il faudrait un appareil par famille pour mesurer la radioactivité des aliments au lieu d'être obligé d'aller les faire contrôler dans des centres spéciaux

Si des dizaines de milliers de personnes manifestent à Minsk est-ce par radiophobie, cette affection miracle des officiels tant soviétiques qu'occidentaux ou bien parce que, comme en Ukraine les habitants des zones sous contrôle s'aperçoivent d'une dégradation de leur santé (d'une augmentation de ce qu'on appelle la morbidité)?

C'est la première fois au monde que des centaines de milliers de personnes vivent en permanence sur une vaste étendue de territoires hautement contaminés.

Jusqu'à présent on a surtout considéré dans les effets du rayonnement soit les effets à court terme en cas d'irradiation aigue, soit les effets différés, cancers et effets génétiques qui peuvent facilement être niés par les autorités officielles précisément parce qu'ils n'apparaissent qu'à long terme. On a négligé les effets à moyen terme par contamination chronique.

Il existe peu d'études fiables sur ce sujet. Rappelons que le suivi des survivants d'Hiroshima et Nagasaki n'a commencé qu'en 1950, cinq ans après les explosions. Il existe un suivi concernant l'action de l'iode radioactif sur les habitants des Iles Marshall (effets sur la thyroïde) suite aux tests de bombes, des études sur les habitants de l'Utah sous le vent des retombées des tests de bombes du Nevada; quelques études sur la contamination interne des travailleurs, par le plutonium dans les usines militaires américaines, par le radon chez les mineurs d'uranium etc.. Toutes ces études sont l'objet de controverses sévères. Le rapport soviétique sur l'accident de Kychtym dans l'Oural dans un centre de stockage de déchets pendant l'hiver 1957-1958 ayant nécessité l'évacuation de 10000 personnes ne comporte que 8 pages ce qui n'est guère satisfaisant (surtout après 32 ans de silence sur cet accident!)

Les officiels biélorusses nient l'augmentation des cas de leucémie chez les enfants mais reconnaissent l'existence de problèmes thyroïdiens. Les études hématologiques et endocrinologiques vont être développées, des laboratoires d'immunologie clinique vont être créés tant pour les enfants que pour les adultes. Le ministre de la santé V.S Oulachtchik tout en se plaignant du manque de personnel sanitaire reconnaît qu'il y a une augmentation des maladies dans les régions sinistrées ("Biélorussie Soviétique", 1er août 1989).

Les habitants des zones sous contrôle constatent des effets sur leur santé même s'ils sont niés par les autorités sanitaires: quand les habitants de Khoïniki s'inquiètent de ce que le service des maladies respiratoires de l'hôpital a été agrandi de 5 fois et que c'est encore insuffisant le médecin chef de Biélorussie dit que c'est dû à la grippe et à l'amélioration de la surveillance médicale de la population. C'est possible, mais la population n'est pas convaincue et veut être évacuée rapidement.

C'est au sujet de l'évacuation qu'il existe un conflit entre scientifiques biélorusses (et ukrainiens) et les experts du pouvoir central, en particulier le Pr Leonide Iline, responsable de la radioprotection d'URSS.

#### QUELS SONT LES CRITERES D'EVACUATION? : "35 REM EN 70 ANS"

Le critère à la base des décisions d'évacuation ou du maintien sur place est énoncé sous la forme: "35 rem en 70 ans" et a force de loi depuis le 1er/1/1990. Il s'agit de la dose cumulée sur une vie en 70 ans. C'est la dose efficace engagée à partir d'avril 1986 tant par irradiation externe que par irradiation interne par ingestion d'aliments et inhalation de poussières contaminées. Les autorités sanitaires soviétiques stipulent qu'une telle dose est "acceptable" pour la population. Comme le dit le Pr L. Iline: "35 rem ce n'est pas un niveau de dose dont le dépassement entraîne quelque conséquence sanitaire mais un niveau de prise de décision" (basé sur une analyse coût/bénéfice).

En gros une activité surfacique de  $15 \text{ Ci/km}^2$  en césium 137 devrait assurer que cette dose n'est pas dépassée. Cependant c'est la dose réellement engagée qui doit être calculée car la contamination des aliments dépend de la nature du sol. Si les calculs montrent qu'en un lieu déterminé la dose de 35 rem peut être dépassée (compte tenu des travaux de décontamination agro-techniques etc...) alors la décision d'évacuation est prise. Dans le cas contraire on retourne à une vie normale, on supprime les normes de limitation concernant la contamination de la nourriture locale.

Il doit être très difficile aux autorités locales de faire admettre aux habitants de certaines zones sous contrôle que leur production de lait qui était "sale" au 31/12/1989 est devenue "propre" au 1/1/1990 et qu'ils peuvent la consommer au lieu de recevoir du lait extérieur. C'est pourtant la conséquence logique de l'appli-

cation de la loi si les calculs ont montré que là où ils résident ils ne recevront pas 35 rem en 70 ans. (C'est l'institut de L.Iline qui effectue les calculs de dose)

Le Pr Iline a beaucoup insisté sur le fait que cette norme des 35 rem en 70 ans (ce qui fait une moyenne annuelle de 0,5 rem par an) était conforme aux recommandations internationales.

Les désaccords sur ce sujet entre experts moscovites et scientifiques biélorusses sont apparus publiquement lors des débats de mars 1989. Une autre session spéciale consacrée à "35 rem en 70 ans" s'est tenue à Minsk début juillet à l'académie des sciences de Biélorussie, séance à laquelle ont été invités trois délégués de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Le compte-rendu de cette séance figure dans "Biélorussie Soviétique" du 11/7/1989.

#### LA POSITION DES SCIENTIFIQUES BIELORUSSES

D'une façon générale ils ont demandé à ce que les habitants ne soient pas maintenus dans des endroits où on ne peut pas obtenir de nourriture "propre". Comme l'a dit A.V.Stepanenko, vice-président de l'académie des sciences de Biélorussie, les habitants devraient obtenir toute l'information sur les niveaux de contamination et les risques associés et devraient pouvoir opter pour l'évacuation.

En ce qui concerne les normes recommandées par les instances internationales sur lesquelles s'appuierait le Pr Iline, les scientifiques biélorusses indiquent que sur 70 ans la dose limite recommandée par la Commission Internationale de Protection Radiologique (CIPR) n'est pas de 35 rem mais de 7 rem. Ceci est exact: en effet depuis la déclaration de Paris de 1985 la CIPR considère que la limite principale annuelle est de 1 millisievert (0,1 rem); qu'il est admissible d'utiliser une limite subsidiaire de dose de 5 msv par an (0,5 rem) pendant quelques années à condition que l'équivalent de dose efficace annuel (rayonnement externe et contamination interne) moyenné sur une vie ne dépasse pas 1 msv par an ce qui en 70 ans correspond à une dose cumulée de 70 msv soit 7 rem comme l'indiquent les Biélorusses et contrairement aux affirmations du Pr Iline.

Ils indiquent par ailleurs qu'il est complètement artificiel d'avoir une seule limite de dose pour les adultes et pour les femmes enceintes, les enfants, les malades. Remarquons que là encore ce point de vue est conforme à l'esprit de la CIPR.

Certains scientifiques ont fait remarquer :

- que le critère du Pr Iline présuppose que l'on connaisse tous les effets des radiations alors que les études menées depuis trois ans montrent que les phénomènes observés sont beaucoup plus complexes que ce qu'avaient prévu les experts.

- qu'il peut y avoir synergie (action combinée) des radionucléides et d'autres polluants chimiques, pesticides, nitrates etc...

- que le Pr Iline ne tient compte dans ses calculs que du césium. Qu'en est-il du strontium 90, du plutonium, des particules chaudes?

Selon un cyto-généticien la fréquence des aberrations chromosomiques observée sur les animaux est supérieure à celle qui était attendue d'après la dose calculée supposée reçue par les habitants de la même région. En conséquence il demande que des mesures énergiques soient prises immédiatement pour protéger le patrimoine génétique des habitants des zones contaminées.

Les scientifiques ukrainiens se sont également élevés contre la norme des 35 rem. Le président de l'académie des sciences d'Ukraine demande un moratoire sur l'énergie nucléaire tant qu'il n'y a pas de réacteurs plus sûrs et tant que les risques sanitaires ne sont pas mieux compris.

#### LA POSITION DES EXPERTS DE L'OMS

Selon "Biélorussie Soviétique" du 11/7/1989, l'OMS a envoyé un groupe d'experts pour examiner la possibilité d'appliquer des normes de radioprotection à la population vivant dans des districts à niveaux de contamination radioactive élevée suite à l'accident de Tchernobyl. La délégation comprenait trois experts dont le Pr P. Pellerin. Rappelons que le Pr Pellerin est partout: au SCPRI (Service Central de Protection contre les Rayonnements Ionisants), à la CIPR, à l'UNSCEAR (le Comité Scientifique des Nations Unies chargé d'étudier les effets des radiations atomiques) à la CEE: C'est comme expert selon le traité Euratom qu'il a discuté des normes européennes de contamination des aliments en cas d'accident nucléaire...

Outre le Pr Pellerin étaient présents le Dr P.J. Waight, de la Commission spécialisée sur les questions du rayonnement à l'OMS, et le Dr D. Beninson, l'actuel président de la CIPR (il est également un des responsables de l'énergie nucléaire en Argentine).

Les trois experts ont déclaré que le critère des "35 rem en 70 ans" était conservatif (prudent), qu'il assure que les risques pour la santé d'un individu ne seront pas grands par rapport aux autres risques durant la vie; ils ont affirmé qu'au dessous de 35 rem il ne pouvait pas y avoir synergie entre radiations et d'autres facteurs, mais surtout ils ont indiqué que si on leur avait demandé d'établir la limite de dose (concernant le critère de résidence sans danger) ce n'est pas 35 rem qu'ils auraient choisi mais 2 à 3 fois plus. Cet argument a largement été repris par B.G. Evtoukh, président de la commission chargée de la liquidation des conséquences de l'accident de Tchernobyl, membre du conseil des ministres, lors de son discours du 28 juillet au soviet de Biélorussie afin de convaincre les députés que 35 rem ce n'était pas beaucoup. Les experts de l'OMS ont également fait remarquer que les normes alimentaires post-accidentelles admises en Europe sont plus sévères que celles de l'OMS.

Nous voilà donc prévenus: le Pr Pellerin, qui dépend directement du Ministre de la santé et est responsable de la radioprotection des Français trouve que la norme soviétique fixant l'évacuation est trop basse et que les normes alimentaires de la CEE en cas d'accident sont trop basses!

Si le seuil de décision avait été mis à 7 rem comme le demandaient les scientifiques biélorusses cela revenait à considérer la situation de tous les territoires sous contrôle y compris ceux à contrôle périodique dans lesquels sont enclavées les zones sous contrôle permanent ,c'est à dire envisager à terme l'évacuation de tous les territoires sous contrôle et peut être de régions actuellement hors contrôle.

Il est à craindre qu'il y ait finalement eu un marché de dupes:les experts comme le Pr Iline retiendront de ces débats que les habitants doivent mener une vie "normale" ce qui pour lui signifiera "sans normes" en supprimant le contrôle de la nourriture quotidienne.

Parcequ'un jour nous risquons d'être dans la situation des Biélorusses et des Ukrainiens il est nécessaire de répéter qu'il est scandaleux que ceux qui ont le pouvoir de décision s'octroient d'effectuer eux-mêmes les calculs de dose engagée sans être obligés d'en référer publiquement à quiconque.Aucune vérification expérimentale sur le terrain n'est exigée pour corroborer la véracité de leurs calculs.

Les habitants des zones contaminées doivent avoir le droit et la possibilité matérielle de choisir leur lieu de résidence,leur nourriture,sans qu'un pouvoir central dont la responsabilité est très largement impliquée dans la survenue de la catastrophe leur impose arbitrairement sa loi.

#### LE PROGRAMME D'ELIMINATION DES CONSEQUENCES DE L'ACCIDENT DE TCHERNOBYL LES PLANS D'EVACUATION (1990-1995)

(D'après "Biélorussie Soviétique" 26 octobre 1989)

Le plan d'évacuation adopté lors de la 12ème session du Soviet de Biélorussie fin octobre concerne l'évacuation de 118000 habitants de 526 localités(Discours de E.V.Evtoukh,page 2).Ce chiffre est supérieur à celui indiqué en juillet(103000 personnes d'après Biélorussie Soviétique du 28/7/1989:déclaration du Dr Bouriak responsable de la santé)Quelques mois auparavant il était question d'un chiffre 10 fois moins élevé,11600 personnes.

Les motifs du "déplacement" seraient à la fois d'ordre sanitaire et socio-économique.Les budgets correspondant aux 3 étapes prévues ne sont pas tous engagés.  
1)Priorité n°1:l'évacuation de 11601 habitants de 87 localités contaminées à plus de 40 curies au km<sup>2</sup>.Le maintien sur place des habitants conduirait,d'après les calculs à des doses engagées(sur 70 ans)pouvant pour certains dépasser 50 rem ce qui est considéré comme dommageable pour la santé.Il y aurait l'accord du gouvernement central pour cette première étape.

En 1990-1991 seraient donc évacués: 5817 habitants de 38 localités de la Région administrative de Gomel

5466 habitants de 47 localités de la région administrative de Moghilev.

318 habitants de 2 localités de la région de Brest,près de la frontière polonaise(à 450 km de Tchernobyl)

Devrait s'y ajouter l'évacuation de 5482 habitants de 25 localités; les problèmes budgétaires semblaient être en cours de règlement fin octobre.

## 2) Priorité n°2

(En 1991-1992) Evacuation prévue de 62 localités avec 4685 personnes, non pour des raisons médicales a précisé E.V. Evtoukh, mais pour des raisons sociales, la vie économique de ces localités devenant difficile par suite du déplacement des 112 localités précédentes.

## 3) Priorité n°3 Elle concerne 352 localités (entre 15 et 40 Ci/km<sup>2</sup>)

Il s'agit de l'évacuation des 96508 autres habitants des zones sous contrôle permanent (qui implique un budget que ne peut assumer la République de Biélorussie)

Le flou le plus complet entoure cette partie du programme, le plus lourd numériquement, et le plus coûteux.

Les problèmes relatifs aux 206000 habitants des zones sous contrôle périodique n'ont pas été abordés du tout du point de vue d'une éventuelle évacuation.

## En conclusion

Pour l'instant seule semble assurée l'évacuation de 17083 personnes des régions très contaminées (supérieure à 40 curies au km<sup>2</sup>). Le journaliste qui a rapporté les débats de la séance "35 rem en 70 ans" terminait son article dans "Biélorussie Soviétique" du 11 juillet 1989, donc avant la 11ème session parlementaire, de la façon suivante: "...comme nous le voyons bien il y a différents points de vue au sujet de ce problème capital pour notre République et pour notre avenir. Et il sera difficile aux députés de faire un bon choix. Mais quoi qu'il en soit c'est à eux qu'appartient le dernier mot, et avant de se prononcer pour ou contre il faut réfléchir, chers députés du peuple, sur le sentiment exceptionnel de responsabilité non seulement vis à vis de ceux qui habitent la terre malade de Biélorussie mais aussi devant les générations futures. Rappelez vous: dans le diagnostic que vous allez faire les erreurs sont interdites"

En fait si les députés avaient suivi les recommandations des scientifiques biélorusses 7 rem en 70 ans et non 35 rem l'évacuation aurait concerné plusieurs centaines de milliers de personnes. L'argument d'autorité des experts de l'OMS a pesé très lourd dans les décisions finales. Il pèse également très lourd sur les engagements financiers du pouvoir central vis à vis de ce problème capital de l'évacuation. C'est d'ailleurs pour cela que le Pr Iline a appelé les experts de l'OMS à la rescousse.

La responsabilité du Pr Pellerin est donc très grande, mais il ne faut pas oublier qu'en tant que Directeur du SCPRI il dépend directement du Ministre de la santé français. Ce qui se passe actuellement en Biélorussie, en Ukraine et en Russie dans la région de Briansk est très important. C'est le terrain d'expérimentation des nucléocrates pour la gestion à moyen et long terme de l'accident nucléaire majeur.

qui se joue là-bas ce sont les critères qui présideraient à nos conditions de en cas de catastrophe nucléaire en France.

Les députés français ne se sont dans l'ensemble guère souciés de leurs responsabilités vis-à-vis des générations futures. Souhaitons qu'ils n'aient pas à faire s le futur les choix difficiles de leurs collègues biélorusses.

### Les deux complices

Le Professeur Pellerin est depuis 1966 le chef du service central de protection contre les rayonnements ionisants du ministère de la santé. A ce titre il est le premier responsable de la protection sanitaire des Français contre les dégâts éventuels de l'industrie nucléaire.

En janvier 1974, dans les Annales des Mines il recommandait aux responsables du programme nucléaire français: "de ne pas développer de façon excessive les mesures de sécurité dans les installations nucléaires afin qu'elles ne provoquent pas une anxiété injustifiée".

L'académicien Iline qui en tant que président de la radioprotection d'URSS décide du sort des populations qui vivent sur les territoires contaminés par Tchernobyl définissait en 1985 l'objectif principal des hygiénistes soviétiques spécialisés en radioprotection de la façon suivante: "élaborer la méthodologie et la théorie de l'hygiène sur la base de la philosophie marxiste-léniniste en tenant compte de l'évolution actuelle du socialisme en URSS" ("Nouvelles de Moscou" n°32,3 au 10 août 1989)

Envisageait-il en 1985 la catastrophe de Tchernobyl comme faisant partie de "l'évolution du socialisme en URSS"?

Il est donc tout à fait normal que ces deux personnages se soient accouinés pour tenter d'imposer aux populations des conditions de vie qui n'ont pour objectif que de protéger l'industrie nucléaire et non la santé publique.